

Martine Aubry : "Le 'care' c'est une société d'émancipation"

LE MONDE MAGAZINE | 06.06.10 | 06h58 • Mis à jour le 16.12.10 | 17h52



Entre le président qui a déjà annoncé à mots couverts qu'il serait candidat à sa propre succession en 2012 et la première secrétaire du Parti socialiste (PS) en pleine ascension dans les sondages, le duel des personnes, la valse des petites phrases a commencé. Mais qu'en est-il des propositions ?

Des idées concrètes, des solutions de chacun à la crise actuelle et à l'inquiétude des Français ? Et celles du PS pour commencer ? Le 30 mai, aux Docks de Paris à La Plaine-Saint-Denis, le PS a adopté son projet de société, présenté comme la "première pierre" de son programme de gouvernement pour 2012.

Pour la première fois depuis longtemps, le parti a retrouvé son unité et parlé d'une seule voix. C'est déjà une victoire pour Martine Aubry. Seule note discordante, celle du maire de Lyon, Gérard Collomb, qui considère que le texte "s'aligne sur les positions irréalistes de la gauche du parti". Qu'y a-t-il dans ce projet ? Rien de moins qu'un "nouveau modèle économique, social et écologique".

Il se situe classiquement à gauche, entend renforcer les services publics, défendre la protection sociale, imposer les hauts revenus. Il ajoute des propositions innovantes sur l'économie verte, le soutien au monde industriel, le "compte formation" et le "compte retraite" tout au long de la vie. Il reprend quelques idées importantes sur une "société du bien-être" plutôt que de "l'avoir", et du "care", du "soin, du soutien". C'est pour discuter sur le fond de ce projet politique, pour comprendre ce qu'est concrètement cette société du "care" que *Le Monde Magazine* a rencontré la première secrétaire.

Pourriez-vous nous donner une définition de cette société du "care" ?

C'est une société de l'attention aux autres. Mais il ne s'agit pas simplement que chacun prenne soin des autres, cela implique aussi que l'Etat prenne soin de chacun. Pour cela, il faut une véritable révolution des services publics. Jusqu'à présent, les services publics fonctionnaient sur des règles générales, et non sur la prise en charge de chacun. Pour moi, c'est cela le "care". Nous voulons une société du respect, et non pas une société dure, violente, brutale, égoïste.

D'où vient cette expression, "care" ?

Je l'ai utilisée une fois dans un entretien à Mediapart mi-avril et, depuis, cela a été interprété de beaucoup de façons. Tant mieux si cela a lancé le débat. C'est une réflexion que je développe depuis longtemps.

La politique apparaît comme un discours général, trop froid, trop loin des gens, alors qu'il faut descendre au niveau des parcours de chacun, pour pouvoir aider et accompagner. La modernité politique est là. C'est l'égalité réelle.

Notre projet appelle à faire des individus des citoyens qui se respectent les uns les autres, à l'inverse d'aujourd'hui où le

gouvernement divise, oppose, les jeunes contre les personnes âgées, les Français nés ici et ceux nés ailleurs, le public contre le privé, etc.

Je défends l'idée que les Français peuvent être à la fois des individus et des citoyens porteurs de valeurs, attentifs aux autres, prenant soin des autres. Je préfère le mot anglais, "care", parce qu'il implique une idée mutuelle, du lien. Mais ne nous enfermons pas dans une définition.

Nous voulons une société du respect, une société décente, une société du soin. Voyez dans le Larousse : "*Soins : actes par lesquels on veille au bien-être de quelqu'un ou de quelque chose*" " *I don't care* ", en anglais, signifie "J'en n'ai rien à faire de celui-là". Dire "*I care*" implique "Il compte pour moi, il se passe quelque chose entre nous". Voilà pourquoi j'ai employé le mot "care" qui me semble meilleur que "l'attention à l'autre" ou "le soin". Peut-être faut-il prendre un autre terme ? Ça m'est égal.

Vous n'entendez donc pas le "care" comme un courant de pensée, auquel vous vous affiliez ?

Non, il ne s'agit pas d'une filiation théorique. Des courants de pensée du "care", il en existe au moins cinq ou six. Je pourrais vous citer Levinas, qui parlait aussi du "*soin*", et qui l'utilisait dans le même sens que moi, une société de l'attention aux autres, une société d'émancipation.

Que répondez-vous à Manuel Valls (*Le Monde* du 14 mai), qui écrit à propos de "la société du soin": "*Cette intention, si noble soit-elle, est une erreur profonde et constitue même un recul pour la gauche et pour le pays. Car l'individu n'est ni malade ni en demande de soins*" ?

Pour éviter les contresens comme celui-là, replaçons cette idée de société du soin et du respect dans l'ensemble du projet que nous voulons construire. Nous nous intéressons d'abord à l'économie. Et plutôt que cette société du "toujours plus", nous voulons construire une économie du bien-être qui pose des questions majeures : que construire ? comment produire ? comment redistribuer ? Nos premières réponses ont été actées.

Nous voulons ensuite une société du respect et de l'émancipation de chacun. C'est là que l'on retrouve cette idée que l'Etat et les collectivités territoriales doivent prendre soin de chacun mais aussi que chacun doit prendre soin des autres. Nous voulons prendre en compte la situation de chacun non pas pour lui porter des soins, mais pour lui donner les moyens de prendre sa vie en main, pour l'aider à mieux vivre, à s'émanciper.

Prenez l'école. Aujourd'hui, certains enfants doivent être accompagnés individuellement, en tenant compte des situations de famille, des moyens financiers, des difficultés comme des talents. Ils doivent être soutenus par des psychologues, des assistantes sociales, des orthophonistes, en plus des enseignants. Si l'école ne prend pas en compte chaque élève, on va à l'échec scolaire.

Il faut révolutionner les services publics. Passer de l'égalité formelle à l'égalité réelle. D'abord, il faut remettre les enseignants sur leur métier, l'éducation. Ensuite, il nous faut donner les moyens à chaque enfant, puis à chaque adulte, en fonction de sa situation, de ses difficultés du moment, de prendre ou reprendre sa vie en main.

Les services publics doivent éduquer, accompagner, émanciper chacun, et le porter au plus haut de lui-même. L'émancipation, c'est le projet socialiste. La vraie modernité de l'action publique aujourd'hui c'est la prise en compte de la personne. Et c'est très concret.

A Lille, avant que le gouvernement ne nous impose la semaine de quatre jours dans le primaire, les élèves, dans certaines écoles, allaient en classe six jours sur sept le matin. Nous avons développé ce qu'on appelle "le projet éducatif global". Pour moi, voilà le "care".

Chaque enfant du CP jusqu'en CM2 suivait des programmes de développement l'après-midi, apprenait par exemple le théâtre, le solfège, pouvait jouer d'un instrument de musique, pratiquait un sport, suivait un programme de développement durable ou de citoyenneté. Les enfants choisissaient, s'engageaient sur des cycles de deux ans. Nous arrivions ainsi à ouvrir le champ des possibles de chaque enfant.

Je suis allée écouter à Lille-Sud, un des quartiers en difficulté, un quatuor de musique baroque dans une salle du centre social, et je me suis dit alors que nous arrivions à porter ces enfants au plus haut.

Vous en parlez à l'imparfait, ça n'existe plus ?

Ça continue, mais sous des formes différentes, car maintenant, avec cette énorme bêtise de la semaine de quatre jours, d'abord promue pour réduire le nombre d'enseignants, nous avons dû changer nos programmes.

A Lille, tout le monde n'allait pas en classe six jours sur sept, mais uniquement les enfants des quartiers qui ne partaient jamais en week-end, et qui se retrouvaient dans la rue le mercredi et le samedi. C'est là que nous avons innové. Dans le cadre du "projet éducatif global" qui s'adresse à tous, nous avons aussi développé un "plan lecture" qui commence dès

les crèches et les haltes-garderies, et fait appel à des écrivains conteurs, des mamans conteuses, etc. Mais aussi un "plan musique", des actions théâtre, des activités sportives, des ateliers développement durable. Bref toute une série d'actions qui ouvrent large les portes de l'éducation sur la société.

Une telle politique développée au niveau national ne coûterait-elle pas très cher ?

Les enfants qui sortent du système scolaire coûtent aussi très cher. En France 100000 enfants décrochent chaque année. Nous en avons 10000 dans la région Nord-Pas-de-Calais. Ces enfants qui n'ont pas l'estime d'eux-mêmes, qui ne sont pas structurés psychologiquement, sont des enfants qui passent à l'acte. Les psychologues nous le répètent chaque jour. Tout ce qui valorise les enfants, les aide à réussir, va dans le bon sens. Si le projet éducatif global est coûteux, il relève d'abord d'un choix politique.

Le "care" définit-il l'ensemble de votre projet de société ?

Non. La conviction des socialistes aujourd'hui, c'est qu'il faut à la France un nouveau modèle de société. Il ne s'agit pas simplement de mettre des rustines ou de replâtrer les défauts criants, ou de corriger certains effets néfastes du libéralisme. Si je dois énumérer les idées forces d'une nouvelle société, je dirais : d'abord, plutôt qu'une société du tout avoir, matérialiste, bâtissons "une économie du bien-être".

Et dans le bien-être je mets le fait qu'il faut bien sûr disposer d'un certain nombre de biens pour bien vivre. Mais il ne suffit pas seulement d'"avoir", de posséder toujours plus de biens de consommation. Le vivre ensemble, la relation aux autres, dans sa ville, son quartier, dans l'entreprise, avec les étrangers, les jeunes, comptent aussi beaucoup dans une vie réussie. La deuxième idée, c'est que nous vivons dans une société du court terme, du "tout tout de suite".

Une société qui ne prépare pas l'avenir, qui ne tient pas compte de l'environnement. Or un modèle de société doit s'inscrire dans le long terme, préparer le futur, être durable. Enfin, troisième idée, plutôt qu'une société individualiste, qui met tout le monde en concurrence, en rivalité, et cela partout, dans l'entreprise, les quartiers, je défends une société du vivre ensemble. Nous pensons que c'est le rôle des pouvoirs publics, de l'Etat, des collectivités locales, de donner à chacun les moyens de réussir sa vie et de protéger les plus faibles.

En quoi cela diffère-t-il de l'Etat-providence d'hier, critiqué pour avoir développé un "assistanat" ?

L'assistance est un échec quand on n'a pas réussi à donner à chacun les moyens d'exister. Elle est nécessaire lors des accidents de la vie, quand on perd son emploi, que l'on a un problème familial ou de santé. Mais notre objectif est que les hommes et les femmes puissent être debout, utiles, présents socialement, grâce à un travail, qu'ils puissent faire vivre leur famille, s'épanouir dans ce qu'ils aiment, que ce soit la culture, le sport, mais encore faire avancer la recherche, l'innovation. Nous sommes loin d'une politique d'assistance. C'est pour moi le premier élément de cette "société d'émancipation".

Pensez-vous qu'il faut recréer les emplois-jeunes ?

Il le faudrait – sous ce nom ou un autre, peu importe – parce qu'une société qui ne laisse pas sa place aux jeunes, c'est une société qui n'a pas d'avenir, qui n'a pas confiance en l'avenir. Quand les familles n'ont pas confiance – au-delà de celles qui n'ont pas les moyens de vivre –, elles épargnent ce qu'elles ont. Alors nous ne sommes plus dans une logique de vie, une logique positive. En 1997, le dispositif des emplois-jeunes a permis à beaucoup de familles et de jeunes de reprendre confiance. 85% des 350000 emplois-jeunes se sont insérés, soit en créant leur propre entreprise, soit en pérennisant leur activité.

J'ai en tête le très bel exemple d'une société créée par deux jeunes à Strasbourg. L'un avait arrêté ses études de médecine, l'autre était prof de gym, ils ont proposé de la gymnastique aux personnes âgées. Désormais ils dirigent vingt-cinq établissements en France. Ils ont commencé en emploi-jeune. Si l'Etat n'avait pas payé leur salaire au début, ils n'auraient pas pu s'organiser, se faire une clientèle, peaufiner leur business.

Je suis convaincue qu'aujourd'hui des emplois qui ne sont pas solvables immédiatement mais qui correspondent pourtant à des besoins pourraient être aidés, par exemple dans les domaines de l'économie verte, de l'image, de la culture, des médias, ou des nouvelles technologies...

350 000 emplois-jeunes, c'est 3 milliards par an. C'est le coût de la baisse de la TVA dans les cafés et restaurants, qui n'a servi ni à faire baisser les prix, ni à embaucher, ni à augmenter les salaires. Tout est une question de choix politique.

Revenons au parcours de vie, à l'accompagnement : comment permettre à chacun de réussir sa vie active ?

Actuellement, on laisse les gens se débrouiller tout seuls. On attend que les gens soient au chômage depuis un an, au fond du trou, pour leur proposer un bilan de compétences et une formation. Alors qu'il faudrait une "Sécurité sociale professionnelle" ou une "Couverture professionnelle universelle". Il s'agit de personnaliser les réponses dans le cadre de garanties collectives. Notre idée est simple : chaque personne, quand elle abandonne l'école, ouvre "un compte

formation", qui va la suivre toute sa vie.

C'est-à-dire que si vous sortez tôt du système scolaire, par exemple à 16 ans, vous avez droit à deux ans de formation payés par l'Etat au moment où vous l'aurez décidé, quand vous en aurez besoin. Ensuite, il sera alimenté par l'octroi d'un nombre de jours de formation par année travaillée, comme cela existe aujourd'hui.

Donc c'est l'Etat qui garantit ?

En association avec les partenaires sociaux. Il faut tout repenser, mais les syndicats y sont prêts. Quand quelqu'un est licencié, au lieu de tomber dans le gouffre, il peut se former à un autre métier et rebondir. A la mairie de Lille, on travaille à ce que les agents qui sont employés par exemple dans les écoles, pour servir les enfants à la cantine, puissent dès 45 ans accéder à d'autres types d'emploi.

On leur demande ce qu'ils voudraient faire et on les prépare, par exemple, à travailler au service de l'état civil. Tout cela une mairie peut le faire car elle dispose de nombreux métiers. Ce n'est pas le cas dans toutes les entreprises, mais l'Etat et les fonds paritaires de la formation professionnelle peuvent intervenir. Ce n'est pas de l'assistance, au contraire c'est donner les moyens de se former et de progresser, et en cas de licenciement de ne pas tomber dans l'assistance.

"L'attention à l'autre", ça passe par quoi ?

Il n'y a pas que les politiques douces, il y a aussi les politiques structurelles. Certains quartiers populaires à Lille étaient essentiellement résidentiels, avec des logements de qualité souvent médiocre posés sur des terrains peu aménagés. Il nous faut refaire une vraie ville dans tous les quartiers. Sur le plan urbanistique d'abord, avec des îlots, des places, des noms de rue ! Puis mêler toutes les fonctions : économie, commerce, logement, culture, sport...

Il faut ajouter à cela une grande qualité urbaine, des parcs par exemple. Nous faisons appel à de grands architectes pour redessiner nos espaces publics, construire des salles polyvalentes, des salles de sport, centres sociaux, etc.

Une fois la qualité revenue, il est alors aisé de mêler les logements sociaux, les logements en accession sociale à la propriété et le logement privé. C'est ainsi que la mixité sociale se construit. Et donc la mixité dans les écoles, la connaissance de l'autre, l'émergence d'un vivre ensemble.

Vous défendez la mixité sociale. Mais les gens la veulent-ils ?

La mixité sociale ne s'impose pas, elle s'organise. Il est très important de construire des lieux où les gens se rencontrent. On a toujours pensé que la ville allait rapprocher les personnes, mais au contraire la ville a isolé, exclu. En tant que maire, il y a des choses que je suis obligée de faire parce que, dans le fond, les citoyens sont coupés les uns des autres.

Il faut recréer des façons de se connaître et donc du lien. Nous avons, par exemple, jumelé des grandes écoles avec des collèges, des entreprises avec des clubs sportifs de quartier, organisé de grands événements culturels dans lesquels chacun peut s'impliquer. Je me souviens de la parade de lancement de la saison culturelle sur l'Inde, "Bombaysers de Lille" : un immense cortège avec 1 700 Lillois qui pendant plusieurs mois ont appris les danses indiennes. Je me souviendrai toujours de ces rencontres, comme ce groupe de hip-hop qui s'est retrouvé avec des dames plus âgées ! Ils se sont invités les uns chez les autres... Créer du lien, cela s'organise.

Ce lien social, ça ressemble finalement à la fraternité réclamée par Ségolène Royal.Oui, absolument !

Des tas de choses innovantes se font au niveau local et régional mais ne parviennent jamais à se traduire au niveau national, pourquoi ?

Parce que jusqu'à présent nous en sommes restés au colmatage, au replâtrage. Nous, nous voulons mettre en place un autre système, une autre façon de vivre ensemble, une autre façon de produire. Ce n'est pas baba-cool ! On ne réalisera pas tout cela sans créer des richesses, sans être innovants sur le plan économique. Voilà pourquoi je défends une grande politique de l'innovation, une politique industrielle autour de pôles d'excellence et aux côtés des PME, une agriculture de proximité et de qualité...

Pendant des années, nous, socialistes, n'avons pas travaillé suffisamment pour inventer des réponses face aux défis d'aujourd'hui en nous appuyant sur nos valeurs. Et pourtant, les valeurs de la gauche n'ont jamais été autant d'actualité. Le libéralisme conduit à tant d'inégalités et à tant d'inefficacité économique qu'on aboutit à une société violente.

Il existe une autre façon de construire la société. Il faut retrouver un modèle économique fondé sur l'économie réelle et pas sur la finance. Certains philosophes parlent d'une société décente, apaisée. Aujourd'hui on est dans l'irrespect, dans l'indécence.

Mais cette société d'indécence ne s'est pas construite en trois ans de sarkozysme ?

Elle a pris une accélération considérable. Je suis très inquiète de l'état de déstructuration de la République. Surtout quand on en regarde le fonctionnement démocratique. Le Parlement a du mal à jouer son rôle. Et puis cette impression de mainmise sur la justice, les médias, est véritablement inquiétante. Nous travaillons à une république citoyenne, avec des institutions démocratiques et des moyens de débattre avec nos concitoyens.

Je n'ai jamais vu une telle situation dans la fonction publique ! J'en parlais régulièrement avec Philippe Séguin, et avec des gaullistes qui partagent notre point de vue. Notre force, en France, c'était une fonction publique non partisane. La dignité de notre fonction publique c'était de défendre l'intérêt général. Aujourd'hui, les nominations et les décisions sont politiques. Nous sommes dans une République qui place ses hommes. C'est pour cela que l'histoire du fils de Sarkozy à l'EPAD, qui au fond n'est qu'un épiphénomène, a fait tant de bruit. C'était le symbole d'un mode de fonctionnement. Il faut remettre du sens, des valeurs.

C'est la perte de l'intérêt général ?

Oui. Et du coup la société perd confiance en ses institutions et dans le rôle du politique.

Quand vous affirmez que les valeurs de gauche n'ont jamais été autant d'actualité, quelles sont les trois valeurs que vous mettez en tête ?

Il n'y a pas d'économie compétitive ou de société apaisée sans des règles, de la justice et une vision de l'avenir. Quand ce n'est pas le cas, la société est violente, inefficace pour chacun et collectivement. Nous devons défendre l'égalité sans laquelle il n'y a pas de liberté et porter haut la solidarité et la fraternité pour bien vivre ensemble.

Propos recueillis par Sandrine Blanchard, Frédéric Joignot et Sophie Landrin

Article paru dans l'édition du 05.06.10

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact |

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'**actualité**. Découvrez chaque jour toute l'**info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.
